



Cette photo date de juin 2015 et a été prise à Antananarivo. Elle nous montre Loïc Hervouet (ancien Directeur de l'École Supérieure de Journalisme -ESJ- de Lille; Médiateur à RFI ; Observateur électoral de l'OIF à Madagascar) Mario Corrado et Nicolas Souris (formateur d'Africamedias), reçus par le bureau du GEPIMM (Groupement des Éditeurs de la Presse d'information Multimédia de Madagascar). Ce, en présence de Jean Kouchner, Secrétaire Général de l'Union Internationale de la Presse Francophone (UPF). Depuis que Zo Rakotoseheno (ancien Directeur de publication de Midi Madagasikara, en cravate grise, ) a été nommé Sénateur sur le « *quota* » du président Rajaonarimampianina, il s'est retourné contre le métier en avalisant les yeux fermés le code de la communication médiatisé liberticide, dénommé « *Loi Andrianjato* »...



**LETTRE OUVERTE  
AUX PARTICIPANTS  
DU XV<sup>ème</sup> SOMMET  
DE LA FRANCOPHONIE**

Mesdames, Messieurs

La tenue du XV<sup>ème</sup> Sommet de la Francophonie à Antananarivo, un rendez-vous particulier pour le pays, suscite de nombreuses réactions, autant pour les défenseurs que pour les détracteurs de sa tenue à Madagascar. Le Groupement de presse d'information et du multimédia de Madagascar (Gepimm) ne saurait entrer dans de telles considérations.

En revanche, les médias réunis au sein du Gepimm ne comptent nullement se départir de leur rôle premier en tant que vecteurs de l'information, celui, justement, d'informer. Or, il apparaît de plus en plus au fil des mois que la marge de manœuvre dont doit disposer la presse pour accomplir sereinement ce devoir, s'est considérablement amenuisée. De l'autre côté, le droit à l'accès à l'information pour les citoyens s'en trouve également bafoyée

En cause notamment, l'adoption puis la supposée promulgation du Code de la communication médiatisée jugée liberticide et qui a suscité une véritable levée de boucliers au sein de toute la profession. Pareillement pour d'autres mesures, événements et autres décisions concernant la presse et restreignant tout autant cette liberté d'information, alors que l'actualité des derniers jours s'avère particulièrement fournie : le flou, voire parfois le silence entretenu autour de l'organisation du sommet de la Francophonie, en l'occurrence la question du budget, les mesures cache-misère adoptées en parallèle, ou encore la chasse menée contre certains distributeurs de journaux considérés comme des marchands illicites.

Par rapport à tout cela, le Gepimm compte à nouveau agir pour se faire entendre et marquera notamment le coup entre autres par la sortie d'un supplément gratuit qui sera inséré dans les pages de journaux, mais également repris dans les journaux télévisés de ses membres. Car la liberté d'information suppose que doivent également être traités tous les faits, y compris ceux que les dirigeants considèrent comme politiquement préjudiciables et ce, sans que cette liberté puisse être remise en cause.

Antananarivo, le 21 novembre 2016